



Paris le 9.10.2024

Déclaration Préliminaire Intersyndicale CSA IDF-OM 10 & 11 octobre 2024

Monsieur le Président du CSA Interrégional Île-de-France Outre-Mer

Le 31 juillet dernier, la Directrice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse annonce un plan social sans précédent aux Organisations Syndicales sans la moindre concertation. Ce plan prévoyait, entre autres, le gel des recrutements des personnels contractuels sur l'ensemble du territoire.

Cette décision unilatérale a entraîné la formation d'une intersyndicale qui a décidé du boycott de toutes les instances en l'attente de la reprise d'un dialogue social.

La déclaration de politique générale du Premier Ministre n'a fait que confirmer les craintes que nous avons de voir, encore une fois, le champ de l'Éducatif être sacrifié sur l'autel du pragmatisme cynique du nouvel exécutif : réduction des délais de jugements pour les mineurs, procédure de comparution immédiate pour les plus de seize ans, atténuation de l'excuse de minorité et création de nouveaux établissements pour l'enfermement des mineurs. Du côté du nouveau Ministre de la Justice, aucun signe d'intérêt pour cette question non plus. Rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre. Voilà le nouveau mantra d'un gouvernement aux abois et d'une Administration muette.

Dans ce contexte, nous aurions pu décider de boycotter cette instance. C'est en pleine responsabilité et en concertation que nous sommes ici pour siéger.

Nous vous avons interpellé sur la gestion du dernier CSA Outre-Mer aussi, ils nous paraissaient peu cohérent de boycotter celui-ci au regard des dépenses engagées. Quoi qu'on en dise, l'Administration n'est pas la seule à se préoccuper des comptes publics. En tant qu'élus syndicaux, c'est aussi notre préoccupation.

Mais c'est surtout l'actualité qui nous a incité à faire ce choix : en effet, la situation des agents de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, et par extension, celle des jeunes qui nous sont confiés, ont été fortement ébranlées par les décisions erratiques prises ces derniers mois. En

métropole, mais encore plus dans les Outre-Mer où le contexte social et économique est déjà fragilisé par le manque de moyens, le service public représente le meilleur moyen de lutter contre le désordre social. La prévention s'est toujours révélée plus efficace que la répression qui entraîne toujours plus de violence. Notre administration est née d'une idée simple : la primauté de l'éducatif sur le répressif. Les annonces du Gouvernement sur la possibilité de faire « fusionner » des administrations nous alertent, car ce n'est pas pour rien que nous sommes passés de l'Education Surveillée, sous-direction de l'Administration Pénitentiaire, à la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Ce changement s'est fait dans la lutte pour défendre des valeurs auxquelles nous croyons et que nous sommes attachés à défendre.

Cette idée s'ancre dans une réalité que nous expérimentons chaque jour sur le terrain, pour peu que les moyens de travailler nous soient donnés. Dans tous les territoires d'Outre-Mer, une soif de Justice sociale s'exprime fortement de la part d'une population qui constate chaque jour que ses droits ne sont pas respectés.

Monsieur le Président, sans un engagement fort de l'Administration, ces territoires vont sombrer dans le chaos, et la Protection Judiciaire de la Jeunesse et un maillon essentiel qui permet de maintenir la cohésion sociale. Nous avons besoin de votre engagement, pour offrir à chaque jeune qui nous est confié, des perspectives qui permettent la résilience, et de combattre la récidive. Nous avons besoin de structures stables qui permettent à vos agents de travailler efficacement et sereinement afin d'assurer aux jeunes de ces territoires la certitude que dans l'hexagone comme en Outre-Mer, ils seront traités avec dignité et dans le respect des lois qui sont applicables aux mineurs.

Entrer dans l'Administration est un engagement. Faut-il que, comme l'a fait récemment le Directeur du Centre Pénitentiaire de Majicavo, que vos agents démissionnent pour que l'Administration se saisisse enfin de la question des Outre-Mer ?

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, nous restons mobilisés et sensibles à l'avenir de notre administration.